

LES CAHIERS 13

D'AUTONOMIE DE CLASSE A2C | JUIN 2024

PALESTINE,

KANAKY,

ANTIFASCISME,

RIPOSTE TRANS



**CE MONDE EST VIEUX,
L'ESPOIR EST JEUNE!**

ÉDITO FACE À LEUR MONDE DE MERDE, LA JEUNESSE NOUS MONTRE LE CHEMIN DE LA LUTTE!

Le monde est vieux, l'espoir est jeune !

Je commence la rédaction de cet édito le lundi 27 mai. Le soir-même, des milliers de personnes se rassemblent et partent en manifestation sauvage face à l'attaque sanguinaire, génocidaire d'Israël sur un camp de réfugié-es. Depuis plusieurs semaines, la police et les milices coloniales tuent des kanaks. Partout, nous sommes en rage de voir ce que leur vieux monde est capable de faire.

Mais reprenons le fil : depuis plusieurs semaines la jeunesse à travers le monde s'organise et lutte avec détermination. D'abord les étudiantEs ont à travers le monde occupé leurs facs, avec des revendications claires et sans compromis malgré une répression très forte. Aux Etats-Unis, en France, en Italie, Amsterdam et partout une internationale étudiante en solidarité avec le peuple Palestinien se dessine et à travers elle, donne de la force à l'ensemble du mouvement.

Dans le même temps l'Etat français, dans la continuité de sa politique coloniale, vote l'élargissement du corps électoral en Kanaky pour imposer le vote des colons. La jeunesse, après 6 mois de mobilisations et de grèves, le vote de la loi, a décidé de prendre la rue et de ne pas se laisser imposer l'agenda d'une métropole à 17000 kilomètres de là. En effet, elle a refusé de laisser la main aux organisations de la résistance Kanak en proie à vouloir négocier, en imposant le rapport de force dans la rue, et en faisant face aux milices armées des colons.

Les jeunes de Belleville, qui occupent la Maison des Métallos, se sont organisé-es et sur des bases claires et radicales mènent une lutte exemplaire, qui force la Mairie de Paris à consacrer plus d'une heure et demie du Conseil de la ville à cette question. Ils ont imposé leur agenda. Il faut voir ces jeunes en AG qui mettent la misère aux représentants de la Mairie qui se font passer pour des pseudos alliés, en leur mettant le nez dans leurs mensonges. Il faut voir comment ils permettent de donner une dynamique à l'ensemble des collectifs de sans-papiers après la défaite face à la loi Darmanin et des difficultés supplémentaires imposées aux migrantEs.

Et on pourrait aussi parler longuement de la lutte contre la transphobie qui se construit malgré des courants anti-trans (y compris dans le mouvement féministe^^), réactionnaires et fascistes de plus en plus présents. Face à ça, la jeunesse LGBT+ et

féministe tient bon et donne à voir les plus grosses mobilisations de solidarité avec les personnes trans !

Cette jeunesse, qui nous pousse aux fesses comme mardi soir sur la place de la République où des jeunes lycéens viennent voir une camarade qui participe à UP 20 (Urgence Palestine Paris 20) pour lui dire "bon qu'est-ce que vous faites ? Parce que nous ya plein de lycéen-es qui sont chauds pour venir si ça part en sauvage !" , on a arrêté de se poser mille questions et après une discussion avec les différents collectifs locaux qui étaient au même endroit, on a pris nos banderoles et on a avancé. Nous voilà des milliers à partir en manifestation sauvage. Cette jeunesse, moins rongée par le poids des défaites et de la répression, nous pousse à agir, à déborder du cadre, à foutre le bordel face à ce monde immonde. Ces jeunes sont dans la rue pour gagner pas pour faire œuvre de figuration et c'est sur cette base-là qu'ils embarqueront l'ensemble de notre classe. Agir pour gagner et s'en donner les moyens, voilà peut-être les bilans tirés des mouvements précédents.

Oui la situation est dure, oui ça attaque de partout, oui MAIS, ça résiste de partout. La jeunesse ne suffira pas à elle seule à renverser l'ordre des choses, suivons-la, et faisons comme elle en agissant sans compromission et avec détermination vers la fin de leur monde. Le monde est vieux, l'espoir est jeune !

SANA (PARIS 18^e)

LAISSEZ PARLER LES JEUNES!

Voici quelques extraits d'une discussion entre Fousseini, un des délégués des Jeunes mineurs occupant la Maison des Métallos à Paris, et Mathieu, membre du collectif 20ème solidaire avec tou.tes les migrant.es. L'intégralité de la discussion, où Fousseini parle notamment de son parcours migratoire, est à retrouver en audio sur le site d'A2C.



Manifestation des Jeunes de Belleville et de la CSP75 devant l'Hôtel de Ville de Paris

Fousseini

Avant d'être dans le collectif de Belleville, j'étais dans le collectif de St Merri dans le 4ème arrondissement. On était une centaine de jeunes qui dormaient devant l'école avec des familles, des bébés de 2 mois, 3 mois, des enfants de 4 ans, 5 ans.

Et le 5 décembre Anne Hidalgo faisait ses vœux. Les soutiens se sont dit que c'était le moment opportun pour interpeler la ville de Paris. On a fait un petit groupe de 8 jeunes et trois soutiens, on est entrés et on s'est éparpillés et la maire est venue faire ses vœux et on l'a interrompue. "Tout ce que tu dis, on ne te croit pas, tu dis que la ville de Paris c'est une ville d'accueil mais il y a des centaines de jeunes qui dorment dans la rue juste devant toi". Alors on a été reçus, les 8 qui étaient là avec les 3 soutiens.

Au début ils nous ont dit: "on n'a pas de places, on est en train d'étudier le sujet, il faudrait que vous attendiez une semaine, deux semaines". Mais nous, les 8 qui étions là, on a dit que tant qu'il n'y aurait pas de solution on ne sortirait pas, qu'ils devraient appeler la police pour nous faire sortir de force. Et qu'on allait appeler les 150 jeunes qui dorment devant l'école et qui attendent de nos nouvelles et s'il n'y a pas de mise à l'abri on va leur dire de venir pour camper devant la mairie ou bien dedans. Ils avaient l'impression qu'on venait avec un rapport de force total, qu'on était déterminés. Par miracle ils ont ouvert un gymnase. La même nuit ! Ils ont envoyé des bus. Ils ont mis les familles dans un gymnase. Les jeunes dans un autre gymnase. La même nuit !

C'est là que je me suis persuadé, j'en suis convaincu, ce qu'ils disent même si les actes ne sont pas très réels, nous sommes dans un pays de droits. Il ne faut donc pas que je sois enfermé par moi-même et que je ne réclame pas ce qu'ils disent. Et donc que la lutte est réelle, qu'il est important d'être engagé, tu peux le faire. Et donc je dis à mes camarades, si tu veux t'engager dans une lutte il faut que tu sois convaincu que tu peux la gagner et que tu sois convaincu que c'est un choix que tu as fait, un choix réel que tu as fait avant de t'y mettre, sinon tu vas juste attendre les actions de tes camarades.

Et c'est comme ça que j'ai rejoint le collectif des Jeunes de Belleville. Après notre action du 5 décembre, il y avait la manifestation du 18 décembre où les Jeunes de Belleville ont participé à la manif et on a fait la jonction. C'est là que j'ai pris la parole et Jon m'a proposé de participer aux réunions et c'est comme ça que j'ai rejoint le collectif des Jeunes du parc de Belleville.

Mathieu

A 20ème so', on avait prévu une réunion publique en septembre à l'amphithéâtre en haut du parc de Belleville. Mais quand on apprend qu'il y a des centaines de jeunes qui dorment dans le parc, on se dit qu'il faut essayer de les rencontrer. Donc en août, début septembre on passe plusieurs fois dans le parc. A ce moment-là ce n'était même pas un campement, c'était un camp de fortune parce que la journée ils cachaient leurs affaires et c'est seulement la nuit, quand le parc était fermé au public, que les



@camillette.dessine

jeunes venaient y dormir. Et il y en a pas beaucoup, peut-être dix, qui viennent à cette réunion publique où il y a une cinquantaine, une soixantaine de personnes. C'est là qu'on commence à discuter, on leur demande de parler de leur situation, pourquoi ils sont là, etc. Et surtout dès ce moment-là on part sur l'idée que la seule solution qu'il y aura c'est si vous êtes prêts à vous battre et on leur demande donc, surtout, qu'est-ce que vous êtes prêts, vous, à faire. Et là, on est un peu surpris de la première réponse des jeunes. Ils nous disent, écoutez, nous on est prêts à faire ce que vous voulez sauf une manif. Parce qu'ils avaient eu l'expérience de Erlanger¹, des tentes devant le Conseil d'Etat où la répression avait été très dure. On sentait que la question qu'on posait, qu'est-ce que vous voulez faire, qu'est-ce que vous êtes prêts à faire, ça allait prendre du temps pour les jeunes notamment parce que les associations jusque-là c'était pas du tout ce qu'elles encourageaient.

Et donc on revient plusieurs fois. Et ça a été compliqué. Après plusieurs rencontres, un petit noyau de jeunes me dit mais le problème avec vos

réunions, les moments où vous les faites, les jeunes ne sont pas là. Il faudrait faire à une autre heure. Donc venez faire une réunion à 23H. Donc on fait ça et effectivement à 23H il y a plein de jeunes qui viennent mais aussi plein d'habitants. Franchement pour un truc de nuit on était plus d'une centaine, même 150 à discuter. Et là c'était ouf, c'est là où ça m'a le plus marqué, parce qu'on ne savait pas comment faire, c'était assez impressionnant. Les jeunes commencent à discuter et puis Youssouf, l'un d'entre eux dit : "mais nous on a aussi besoin de savoir ce que vous voulez, ce que vous êtes prêts à faire".

Et là il y a la représentante d'une association qui prend la parole, qui parle pendant 20 mn et qui dit, "tout va bien, si jamais les flics arrivent

il y aura des habitants pour empêcher ça, si vous avez des questions il faut contacter les associations, ce qu'il faut c'est juste organiser un vestiaire". Et là on est plusieurs à dire : "mais il faut arrêter de mentir, il faut dire aux jeunes qu'il n'y a rien, que personne n'est au courant qu'ils sont là!" Parce que jusque-là les associations n'en avaient parlé à personne.

On a dit que tant qu'il n'y aurait pas de solution on ne sortirait pas



@camillette.dessine

Et petit à petit il y a un groupe de jeunes qui se forme et on fait notamment deux grandes réunions à la Maison de l'Air, auxquelles la mairie vient et ce sont les jeunes qui organisent les réunions. Et là on voit que les soutiens, les associations sont un peu surpris mais c'étaient des réunions hyper fortes où des choses commencent à être dites comme "on est des enfants du 20ème, on veut rester là, c'est là qu'on est bien, c'est là qu'on connaît des gens, on ne veut pas retourner dans le 16ème parce que dans le 16ème il y avait des racistes, il n'y avait pas la solidarité".

C'est comme ça qu'on apprend que la préfecture et la mairie préparent ce qu'ils appellent la mise à l'abri. Ça se passe comme ça, un soir, à une réunion de 20ème solidaires avec des jeunes, et la mairie vient et dit "voilà demain matin à 5H00 les CRS vont venir et vont embarquer 270 jeunes dans des centres d'hébergement dans la région parisienne". Et nous on dit mais c'est quoi ces manières de faire ? La mairie disait "mais c'est une super nouvelle parce que les mises à l'abri il n'y a que ça qu'on peut obtenir". Les associations disent qu'il n'y a plus rien, plus d'hébergements donc il faut prendre ce qu'on peut obtenir. Et là il y a Youssouf qui pose la question simplement : "et si nous on décide de ne pas monter dans les cars vous faites quoi" ? Et nous, 20ème so' on dit "et bien on ne sait pas comment on peut faire mais nous, si vous ne voulez pas monter, on vous soutient". La mairie tape un scandale et aussi des associations

On ne va pas avoir cette lumière ou cet espoir en dormant ou en disant qu'on va laisser faire les délégués ou les soutiens

en nous traitant d'inconscients. Et la mise à l'abri a lieu, la rafle, parce que je n'ai jamais ressenti un truc aussi horrible, c'est une humiliation, quand on compare à ce que vous avez réussi à faire depuis. Mais là ce sont les CRS, qui veulent montrer que ce sont eux les chefs, qui humilient le collectif, les jeunes qui sont délégués, qui humilient même les associations qui sont là, c'est vraiment sale².

Par contre c'est là que plusieurs jours après des jeunes reviennent dans le 20ème et disent "là on a compris, oui on peut gagner mais il ne faut plus se laisser faire, il faut s'organiser". C'est là que commence vraiment le collectif des jeunes de Belleville.

Fousseini

Bien sûr nous on est un collectif militant. Les associations nous disent, nous on fait de l'humanitaire. On ne peut pas faire de la politique. Du coup ils sont limités. Ils veulent toujours présenter une bonne face à l'Etat en disant, t'inquiète, nous on va gérer le mouvement. Même là, récemment, quand on a été à la mairie, quand les campements ont été détruits sur les quais, moi j'écoutais les bénévoles des associations qui disaient, ok si la préfecture accepte une délégation il y aura, 2 personnes de Médecins du monde, 2 personnes de Médecins sans frontières, 2 personnes d'Utopia, ... alors moi j'ai dit, mais arrêtez ! Il n'y a aucun jeune parmi vous. Ça ne se passe pas comme ça. Laissez parler les jeunes. Ce sont eux qui sont à la rue, ce sont eux qui sont dans une situation précaire, ce sont eux qui subissent le harcèlement policier donc ils sauront expliquer mieux que vous parce que vous vous n'allez pas faire le rapport de force comme il le faut. Et si vous ne pouvez pas faire avec le collectif, faites une délégation avec les jeunes. Juste trois soutiens, une personne de Médecins du monde, une personne de MSF, une personne de Utopia et puis ça va. Vous prenez 5 jeunes et vous laissez les jeunes parler d'abord. Que les élus et les autres entendent ce qui sort de la bouche des jeunes. C'est là que ça peut changer. Sinon ce sera incohérent de votre part.

Mais je crois que les institutions commencent à se rendre compte, c'est la première fois, mais c'est fou, comment ça se fait que les jeunes peuvent se guider comme ça, prendre tout dans leurs mains et s'imposer comme ça. Ils ne s'imaginaient pas que ça puisse se passer comme ça, que des enfants arrivent à faire un rapport de forces total avec les institutions sans avoir peur de tout ce qui allait se passer. Et moi je dirais que je n'aurai peur de rien tant que je n'obtiens pas ce que je demande. Et à chaque fois c'est l'idée que je mets dans la tête des jeunes. Levez-vous, pour parler, levez-vous pour réclamer ce qui est des droits pour vous. Sinon vous ne les aurez pas. Nous sommes dans un pays de racistes, dans un pays qui est réel, tout ce que tu dois obtenir il faut l'obtenir par la force.

Mathieu

Ce qui est impressionnant, que vous démontrez bien, c'est que la seule solution c'est la lutte

collective. Comme c'est le cas pour les camarades sans-papiers, de plus en plus, ça l'était déjà, la solution individuelle ça ne marche pas. On n'est pas dans une situation de négociation administrative, on est dans une question d'égalité des droits et ça ne peut avancer que par le collectif.

Fousseini

Dans les jours à venir la mairie peut trouver une mise à l'abri pour les jeunes mais si la présomption de minorité n'est pas mise en place dans les mois qui viennent des centaines de jeunes vont se retrouver à la rue.

La majorité des jeunes viennent de l'Afrique de l'ouest. Ils parlent le français. Et la majorité des pays de l'Afrique de l'Ouest ont été colonisés par la France. Mais même si on parle le français la majorité des jeunes sont illettrés et veulent s'instruire. Pour s'intégrer il faut une éducation parfaite, il faut rencontrer des gens d'autres origines, d'autres générations, il faut parler. Ça doit permettre de te cultiver. C'est pourquoi nous réclamons l'éducation. Et si on a l'éducation moi je pense que ça englobe tout parce que ce n'est pas que l'école. Tu ne peux pas aller à l'école si tu n'as pas le titre de transport, si tu n'as pas une bonne santé. C'est la première chose. La seconde c'est la lutte. C'est fou ce que les jeunes font actuellement à Paris, on a pu obtenir des choses que les gens n'imaginaient pas. Avec l'aide des soutiens qui leur ont dit : "vous pouvez y arriver si vous avez confiance en vous". C'est primordial. Si tu n'as pas confiance en toi, même si Hidalgo est derrière toi tu ne peux pas obtenir ce que tu veux. Si tu n'as pas confiance en toi-même si Macron vient aider tu ne peux pas avoir. Pour gagner il faut que tous les jeunes qui sont là aient une confiance totale en eux.

Et je dis aux jeunes à chaque fois, il faut qu'on soit fiers de nous. Même si ce qu'on veut on ne l'a pas, on a fait passer nos voix, on a fait passer des messages. Par mille manières on a visibilisé la situation des mineurs. Actuellement tout le monde voit ce que les mineurs peuvent faire, comment

les jeunes mineurs s'organisent, le fait que c'est nous qui décidons de la lutte des jeunes du parc de Belleville. Tout le monde veut faire des choses avec nous. A Paris, la lutte des jeunes du parc de Belleville ça fait rêver les luttes qui s'endorment. Et les jeunes donnent du courage en disant qu'il y a de l'espoir. Il faut qu'on se lève parce qu'on ne va pas avoir cette lumière ou cet espoir en dormant ou en disant qu'on va laisser faire les délégués ou les soutiens pour généraliser.

Mathieu

En réalité nos obstacles ce n'est pas la mairie ou l'Etat. Ça c'est ceux qu'on veut faire flancher. Les obstacles c'est en nous. Et bien sûr on peut parler d'un mouvement de solidarité. Mais une majorité de gens voient ce que vous faites comme la lutte d'un groupe à part. Comme si, parce que vous êtes des immigrés, ce que vous faites n'est pas pour tout le monde. Et j'ai l'impression qu'il y a beaucoup de gens, qui sont pourtant prêts à se battre, des associations, des syndicats, qui quand ils voient ce que vous faites, ne se reconnaissent pas dedans. Je pense que c'est ça l'obstacle majeur. Cette manière de penser que quand même les Français et les immigrés ce n'est pas pareil, où tout se passe dans un cadre national. Et qui n'arrivent pas à penser que quand des jeunes isolés se battent pour un logement pour tous, ils se battent pour un logement pour tous, s'ils veulent l'école pour tous, c'est l'école pour tous. Grâce à ce que vous faites, il y a, par exemple dans l'éducation, des syndicalistes qui vous rejoignent mais le travail est dur.

MATHIEU (PARIS 20e) ET FOUSSEINI

1 – Erlanger est un lycée dans le 16ème arrondissement qui a été occupé par des associations avec des centaines de Jeunes. Utopia 56 avait ensuite installé un campement avec les jeunes devant le Conseil d'Etat qui avait été dégagé violemment par la police.

2 – Communiqué sur cette rafle à retrouver ici :

<https://www.autonomiedeclasser.org/actions/la-rafle-des-jeunes-du-parc-de-belleville/>



L'occupation de la Maison des Métallus par les Jeunes de Belleville à Paris

MOBILISATIONS DANS L'ÉDUCATION

Retours et réflexions sur les mobilisations contre le "Choc des savoirs"



Manifestation du 26 février 2024 à Paris

A PARIS

Un collectif contre le choc des savoirs s'est développé après le 26 février regroupant de nombreux collègues de l'Est parisien.

Après la puissante grève du 2 février, l'intersyndicale a appelé à une nouvelle grève nationale le 6 février. Si elle a été moins suivie que la précédente, des équipes militantes de quelques collègues mobilisés ont saisi l'occasion pour proposer une AG le matin de la journée de grève du 26 février, au retour des vacances.

Le 6 février, nous étions donc 35 collègues d'une vingtaine de bahuts. L'idée était, après une discussion collective, de

partir faire une tournée d'établissements lors de cette grève. Nous avons associé les collègues à la rédaction d'un courrier demandant une audience commune au Rectorat pour exprimer collectivement notre opposition à la réforme du choc des savoirs.

À Paris, une spécificité est l'existence de collectifs de sans-papiers et celle de la Marche des Solidarités

Une mobilisation construite par la base

Le courrier a été signé par une trentaine de collègues de l'Est parisien. Face au mépris du Rectorat qui n'a pas daigné répondre, l'idée de reprendre l'appel du 93 à la grève de la rentrée du 26 février, au retour des vacances d'hiver a été largement reprise au travers de la liste What's App du collectif.

Une trentaine de bahuts étaient donc en grève le 26 février dans l'Est parisien à l'appel du collectif avec de 30 à plus de 50% de grévistes selon les

collèges. Il n'y avait pas d'appel intersyndical à Paris, même si les syndicats avaient relayé l'initiative. L'AG du soir a été un vrai succès (80) avec une trentaine de bahuts présents. L'idée de reconduire la grève était très minoritaire. La proposition qui a émergé a été de travailler avec les parents pour construire une journée École déserte le 12 mars (appel aux parents par l'intermédiaire du carnet d'élève ou communication sur les réseaux ENT). Nous étions une quarantaine à l'AG suivante, dont plusieurs parents, une première. Nous avons commencé à nous organiser en collectif et à produire

des argumentaires pour les parents et les enseignants, à échanger de nombreux matériels sur un drive et à proposer des AG hebdomadaires.

Nous avons utilisé la grève de la fonction publique du 19 mars pour organiser deux déambulations sur les marchés de Place des fêtes (19e) et de Ménilmontant (20e). Une quarantaine de collègues et parents présents sur les deux marchés avec à Ménilmontant le renfort très dynamique du collectif des jeunes mineurs étrangers de Belleville dans lequel des collègues était impliqué-es depuis septembre. En retour, le collectif contre le choc des savoirs a repris comme revendication le droit à la scolarisation des jeunes MIE. Nous étions quelques bahuts minoritaires à reconduire la grève les jours suivants que nous avons mis à profit pour organiser des collages, des tournées dans des collèges et les écoles pour essayer d'étendre le mouvement dans le primaire.

Les AG hebdomadaires ont continué, moins fournies, à une trentaine et pas toujours les mêmes

bahuts, mais avec quelques profs des écoles et pas mal de parents en plus. Si la grève ne prenait pas (la grève nationale du 2 avril a été analysée comme un échec par les syndicats nationaux) les collègues étaient très motivé-es pour continuer à se mobiliser d'une manière ou d'une autre contre le tri social. Nous avons donc fait des tournées et des collages (mais en petit nombre car pas en grève), et de nombreuses réunions publiques ou d'information auprès des parents.

Suite au succès de la première journée École déserte, la FCPE et le collectif, avec le soutien des syndicats, ont appelé à une deuxième journée "École déserte le 26 avril, au retour des vacances de printemps. Encore plus d'établissements de l'Est parisien impliqués (13e, 20e, 11eme, 19eme, 18eme), 14000 familles qui n'ont pas envoyé leurs enfants dans les collèges.

Mais la question de la grève pour la journée École déserte est restée très minoritaire, impliquant seulement quelques bahuts. Le cortège du collectif du 1er mai était faible, malgré un super départ avec les jeunes de Belleville depuis la maison des métallos qu'ils occupent. La manif parents enseignants du 4 mai était de bonne tenue.

Mais face au manque de confiance dans la grève et de perspectives (la seule étant la manif nationale enseignants parents du 25 mai), la mobilisation se replie sur le local (comment empêcher la réforme dans chaque établissement ?).

Les points faibles : peu de confiance dans la grève, liée au manque de perspectives nationales. La lutte massive est restée cantonnée dans le 93, sans que les syndicats ne cherchent à créer le lien entre plan d'urgence et réforme. A Paris, la mobilisation reste limitée aux collèges : peu de mobilisation dans les lycées et celle des écoles est restée centrée sur les suppressions de classe, sans lien avec la réforme du tri social.

Les points forts : une mobilisation initiée par la base dans de nombreux établissements, une grève par en bas le 26, École déserte par en bas le 12 mars ... Un collectif qui dure et crée des liens sur le long terme entre de nombreux établissements, avec les parents, un atout pour la suite, des initiatives enthousiasmantes même si restreintes par moments.

NICOLAS (PARIS 20^e)

Les grèves nationales des 1er et 6 février, puis des 8 et 19 mars, du 2 avril et du 14 mai, ainsi que l'ensemble des actions locales - constitution du collectif éducation 35, grèves, manifestations, rassemblements, réunions publiques, pétitions, collèges vides, nuits des écoles et des établissements - ont démontré qu'il y avait une réelle volonté et colère qui s'organisait parfois à partir des syndicats, parfois en dehors.

Ce que je retiens de la mobilisation qui a eu lieu avant les vacances, c'est la capacité que l'opposition à la réforme du "choc des savoirs" a entraîné des profs, mais aussi des parents et des élèves, notamment au collège. L'idée d'un tri des élèves entre eux n'est, paradoxalement, pas admise comme une réponse appropriée au niveau faible en français et mathématiques, relativement aux résultats des autres pays. Ce qui est étonnant, c'est que des profs n'ont pas réagi autant que les familles et les enfants, comme si le tri ne leur posait pas de problème. En effet, quand on est habitué à trier les élèves par des classements, des orientations en diverses filières générales techniques ou professionnelles ou en institutions pour les élèves handicapé-es, ce n'est peut-être plus si choquant de trier des enfants dès la 6e, mettant encore plus clairement fin au collège unique, ce fameux collège où tous les enfants d'une même classe d'âge sont censés se retrouver ensemble.

Du côté des profs et des familles en élémentaire (de la petite section au CM2), il y a eu une implication très faible, comme si cela ne les concernait pas. Alors que le "choc des savoirs" est notamment une réforme pour affaiblir encore le "collège unique", faire un collège à double niveau avec des groupes séparés en français et en math selon le niveau des enfants, évalués dès la 6e. Pourtant, les évaluations existent depuis longtemps en élémentaire, on habitue les enfants à être évalués dès le CP, et même en grande section.

Quelques outils
Un site - collectifeducation35.fr - qui a cet avantage de regrouper le matériel militant (pétition, tracts, affiches, calendrier, vidéos...) au-delà des sites des syndicats, y compris en rendant visible les mobilisations des parents et les actions communes parents-profs-élèves.

Quelques outils

Un site - collectifeducation35.fr - qui a cet avantage de regrouper le matériel militant (pétition, tracts, affiches, calendrier, vidéos...) au-delà des sites des syndicats, y compris en rendant visible les mobilisations des parents et les actions communes parents-profs-élèves.



Banderole du personnel du lycée Voltaire, Paris

Des réunions d'information portées par les parents, notamment par la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), qui rassemble le plus de représentant·es de parents d'élèves, qui dans le département est assez motrice.

Des opérations collèges vides : journées où les élèves n'allaient pas en cours, avec le soutien des profs et des parents. Avantage : les profs ne sont donc pas en grève, mais ont du temps pour lutter, avec les parents parfois, pour aller distribuer des tracts, organiser des réunions d'information, rendre visite aux établissements non mobilisés. Donc le salaire n'est pas retenu, mais du temps est libéré. Autre avantage : les parents jouent un rôle plus important dans ce type de mobilisation selon moi, car cela les oblige à se poser la question de la raison de la mobilisation, de faire le choix de ne pas envoyer leurs enfants au collège. A cet âge, les parents peuvent tout de même laisser les enfants en autonomie tout en allant travailler. Si les collégien·nes étaient mobilisé·es de la 6e à la 3e contre la réforme, on pourrait imaginer qu'ils puissent rentrer dans le collège et organiser une assemblée pour discuter de la loi, des raisons de se mobiliser, et refuser collectivement d'aller en cours.

Des journées de grèves en alternance avec des mobilisations les samedis : vu les 1000 personnes en manifestation samedi 25 mai à Rennes, il y a peut-être un autre critère que la perte d'une journée de salaire qui fait que les profs ne se mobilisent pas, si même un samedi la mobilisation reste à ce niveau. L'avantage est donc de renforcer ce lien entre familles et professeurs, au-delà du seul cadre des établissements scolaires. Cela ne devrait pas empêcher de reposer la question de la grève commune des profs et des parents, sur plusieurs jours consécutifs, ce qui avait été évoqué mais non validé de peur que ce ne soit pas assez suivi... Peut-être aussi par crainte qu'un certain nombre de professeur·es ne soient finalement pas opposé·es à ce tri des élèves. Tri auquel nous sommes déjà familier·es depuis longtemps par le fonctionnement même des classements des enfants de bien des manières.

Lien et absences de liens avec les luttes autour de l'école, des élèves, des familles...

Il y a plusieurs luttes qui se mènent autour de la question de l'école, de la scolarisation, des enfants, au sein de l'école ou non. Parfois, ces luttes se croisent, parfois non, ou parfois elles existent côte à côte. L'enjeu n'est pas forcément de mettre tout ensemble dans le mixeur et de parier sur un cocktail explosif, mais de comprendre qu'il y a des logiques communes entre elles et que nous aurions intérêt à renforcer notre compréhension d'ensemble de ces offensives. Nos erreurs ou notre passivité face à certaines d'entre elles ont aussi des conséquences aujourd'hui. Pour exemples, la ghettoïsation d'enfants handicapés, la loi de 2004, ou encore la circulaire contre le port de l'abaya qui habitue l'ensemble des travailleur·ses de l'éducation, les familles et les élèves à ce que certaines se voient refuser l'entrée du fait d'être musulmanes.

pour l'accessibilité de l'école aux enfants handicapés

Une "assemblée inclusion" s'est mise en place ces derniers mois pour réclamer le respect des affectations d'AESH (accompagnant·e d'élèves en situation de handicap) reconnues par la MDPH (maison départementale pour les personnes handicapées) dans laquelle sont investies à la fois des familles, des enfants handicapés avec ou sans accompagnant·e, des parents solidaires, des AESH, des anim... Plusieurs actions ont été menées en parallèle des mobilisations contre la réforme, et certaines écoles ont réussi à arracher les postes d'AESH.

pour l'hébergement pour tous et toutes

Aujourd'hui les écoles à Rennes sont des lieux d'enseignement, de socialisation, mais aussi des lieux d'accueil, de solidarité entre profs et parents avec ou sans hébergement, avec ou sans papiers. Il y a donc 8 écoles "occupées" par des familles, dont 20 enfants. Des enfants vivent aussi en squat. Des familles de Géorgien·nes dont les enfants étaient scolarisés ont été raflées le 29 février. Quasiment aucune réaction collective des parents et des syndicats alors que les enfants étaient scolarisés à Rennes. Seulement de la stupéfaction, et quelques dizaines de personnes devant l'aéroport le jour de l'expulsion. Le réseau de solidarité se coordonne notamment via un groupe signal mais il n'existe malheureusement pas de mobilisation de rue significative à la hauteur de l'enjeu. Car si on refuse le tri entre élèves, il y a un enjeu majeur à refuser tout tri raciste dont les expulsions de familles sans-papiers. Les expulsions peuvent être évitées, mais il faut que l'ensemble du mouvement de l'éducation s'empare de cette question.

pour le droit de vivre en tant que jeunes trans, racisé·es, musulman·es, migrant·es

On le voit à Paris, Blois, Clermont-Ferrand, Marseille, des centaines de mineur·es ne sont pas scolarisés. L'été dernier, Nahel est tué par un policier qui n'était absolument pas en danger. En septembre, la circulaire contre le port des abayas était mise en application. Depuis cet automne, des lycées se sont mis en action contre la réforme du choc des savoirs et contre la guerre menée par Israël à Gaza. En janvier, Attal a annoncé que le SNU devrait être généralisé et obligatoire pour tous les jeunes d'une même classe d'âge. Ce 28 mai, les Républicains ont présenté leur proposition de loi contre l'accompagnement médical des jeunes trans.

Nous voyons que de multiples fronts existent en lien direct avec l'Ecole comme lieu de vie, de sociabilisation, de lutte, parfois liés, parfois non, face à ces diverses situations de violence, de division, de discrimination et d'exploitation. Il y aurait donc un fort intérêt à lier le collectif éducation 35, les syndicats de profs, les organisations de parents, l'inter-organisation de soutien aux personnes exilées, l'assemblée logement, les organisations trans et féministes. Ces cadres ne se croisent que trop peu, mais ont beaucoup à faire en commun.

SOLENE FEBE (RENNES)



Manifestation antifasciste du 21 avril 2024 à Saint-Brieuc

RETOURS D'EXPÉRIENCE DE RIPOSTES ANTIFASCISTES LOCALES

« Depuis 1942, les salauds sont toujours là ». Maurice Rajsfus dressait cette réalité il y a 32 ans, dans une interview publiée dans *Rouge*, le journal de la LCR. 50 ans après la rafle du Vel d'Hiv, ce révolutionnaire devenu orphelin par la Shoah, voyait dans le développement du FN de l'époque, la principale nécessité de la continuité du combat antifasciste. Aujourd'hui ce parti est donné premier aux élections européennes et les milices fascistes multiplient attaques et démonstrations. Heureusement, notre camp réagit lui aussi. A Saint-Brieuc et à Paris par exemple, l'antifascisme vit et se construit. Retours d'expériences de camarades impliqués dans ces dynamiques.

Breizh enepfaskour !

Dans les Côtes d'Armor (22), depuis plus d'un an, les fachos sont en roue libre. Leur victoire contre l'installation de familles exilées à Callac leur a donné la confiance et leur a permis de se rencontrer. Depuis, ils multiplient les violences : agressions à la barre de fer, tentative d'incendie d'une mosquée, attaque en bande organisée du festival Bretagne ouverte et solidaire, dégradations de locaux, agressions de militant-es, menaces de mort...

Ces attaques ont d'abord suscité des réactions isolées : des conférences de presse et communiqués de soutien.

En automne 2023, le local La Serre à Saint-Brieuc, un lieu de solidarité (cantine populaire hebdomadaire), un espace de soutien aux luttes et un espace utilisé par plein de collectifs (jardinage, chorale, mais aussi antifascistes, queer),

subit une série d'attaques. A 3 reprises, sa façade a été repeinte avec des slogans néo-nazis. Il y a eu plusieurs tentatives d'intrusions. La pression est encore montée d'un cran quand, un soir de novembre, 3 individus ont défoncé la porte du local à la barre de fer et ont agressé physiquement les 5 personnes présentes.

L'action a choqué et a entraîné une couverture médiatique conséquente. Avec quelques personnes actives à La Serre et au CVA 22 (collectif de vigilance antifasciste 22, un collectif bien implanté localement qui travaille depuis des années), on a voulu transformer la peur et la colère en un carburant pour l'action.

Création du Front commun antifasciste

On a contacté des orgas avec qui on a l'habitude de s'organiser et d'autres qui étaient selon nous



Affiche du festival Bretagne Ouverte et Solidaire

concernées par la lutte contre l'extrême-droite : Espaces de solidarités, syndicats, collectifs féministes, collectifs queers, écolos, antifascistes...

La répétition d'attaques violentes dans le département a rendu palpable l'existence du danger fasciste et a favorisé l'idée d'une unité d'action large pour le contrer. La plupart des organisations contactées pour initier ce front ont accepté directement. Certaines ont hésité ou refusé, doutant notamment de l'intérêt de recréer un espace d'organisation en plus du CVA 22 et de VISA.

On s'est retrouvé à une vingtaine de personnes (majoritairement anticapitalistes) pour une première réu très encourageante. On a décidé d'appeler à la création d'un front commun antifasciste à l'échelle du département.

On a évoqué plusieurs objectifs :

- Se redonner de la force, se sécuriser : sortir de la sidération en réagissant collectivement. Sortir de l'isolement les orgas ciblées et les inscrire dans un mouvement large qui puisse réagir de manière conséquente.

- Créer un espace ouvert pour que l'antifascisme ne soit plus la mission exclusive de collectifs antifas mais soit porté largement. Concrètement, notre texte d'appel ne posait pas l'anticapitalisme comme condition mais insistait quand même sur la responsabilité des politiques de casse sociale dans la progression de l'extrême-droite. Pour les orgas, on acceptait tout ce qui était à gauche de la macronie pour rester ouvert sans pour autant perdre notre temps avec des personnes qui préparent le terrain pour les fascistes.

- Faire connaître le danger fasciste ¹ et faire le lien entre extrême-droite cagoulée et extrême-droite en costard ². Rediaboliser le RN pour l'empêcher d'étendre sa base sociale.

- Relégitimer la lutte antifasciste et la faire exister dans l'espace public.

Pour la première réunion publique, on était plus de 100 personnes dans une salle municipale comble. L'enthousiasme était palpable.

Deux groupes se constituent : un pour réfléchir sur l'autodéfense collective, qui proposera plusieurs rendez-vous réguliers, et un sur l'organisation d'évènements, qui organisera deux projections et

sera mobilisé sur l'organisation d'une manifestation le 21 avril 2024.

Une vingtaine de personnes se sont réunies tous les mois de mi-décembre à mars puis de manière plus régulière à l'approche de la manifestation. Un des succès a été de mobiliser des néo-militantes, mais ça a contribué aux difficultés d'organisation rencontrées. Ainsi, un retard dans la communication a sûrement impacté la mobilisation à l'échelle locale.

La manifestation du 21 avril

On a choisi cette date pour faire écho aux mobilisations massives de 2002 quand Le Pen accédait pour la première fois au second tour, et aussi pour faire écho à la marche contre le racisme qui avait lieu le même jour à Paris. Avec cette manifestation, nous voulons montrer que « tout le monde déteste l'extrême-droite » et convaincre que la lutte antifasciste est l'affaire de toutes et tous. Ce sont 90 organisations qui ont y ont appelé et parmi les signataires, on trouve des boulangeries, une asso de réparation de vélo, une librairie, des kebabs, un collectif de lutte contre le gaspillage... La préparation a permis d'occuper l'espace public de ouf (nombreux tractages, collages) à St-Brieuc mais aussi dans d'autres villes du 22 et de Bretagne car d'autres camarades se sont saisi-es de l'initiative. Cela a permis de renforcer les liens à l'échelle régionale. La manifestation a mobilisé 2000 personnes. C'est énorme, quand on voit les difficultés à mobiliser d'habitude sur ces questions. Mais c'est aussi très peu, comparé aux manifs de 2002 qui avaient réuni 10 000 personnes à Saint-Brieuc. Le cortège était particulièrement festif et animé mais il y avait au final beaucoup de militant-es venues de toute la Bretagne et trop peu, selon nous, de personnes du coin non-organisées politiquement.

Suite à nos mobilisations, les attaques et dégradations ont cessé pendant plusieurs mois. En avril, un colleur d'affiche de LFI a néanmoins été agressé physiquement et l'entrée de La Serre taguée.

Après une longue impunité, les fachos commencent à subir la répression. Nos mobilisations et la pression médiatique mise par VISA notamment n'y sont sûrement pas pour rien. Ainsi, 3 des agresseurs de La Serre ont été jugés en mai et ont écopé de peines de prison allant jusqu'à 24 mois dont 16 avec sursis. Leur procès nous a permis d'en savoir plus sur leurs réseaux et d'apprendre qu'un des assaillants disposait d'une dizaine d'armes réparties dans plusieurs caches. Les assaillants du festival Bretagne ouverte et solidaire seront jugés en septembre prochain.

Et après ?

Cette manif a fait parler d'elle, nous a donné de la force mais elle montre l'étendue du chemin à parcourir pour de nouveau mobiliser largement autour de ces questions. Nous voulons continuer à proposer cet espace d'organisation ouvert. Une ag de bilan/suites est prévue en Juin. Plusieurs questions vont se poser :

Comment poursuivre après les mobilisations des derniers mois ? Qui veut-on réunir ? Quelle articulation entre le front commun et les organisations antifascistes préexistantes ?

Comment se positionne-on par rapport aux élections?

Mais aussi des questions souvent débattues chez les révolutionnaires et qui sont déjà posées dans le collectif :

Quelle place pour l'anticapitalisme et la révolution dans nos discours et nos mobilisations ?

Comment éviter de reproduire les erreurs françaises et espagnoles des années 30 qui, au nom de l'antifascisme ont joué contre la révolution ?

Place du Panthéon, la réponse antifasciste s'organise

Alors que les forces fascistes comme le RN ou les zemmouristes regroupent à présent plus de 10 millions de voix lors de la plupart des scrutins, les milices nazies avaient prévu de parader dans les rues de Paris le 11 mai dernier, à l'appel du Comité 9 Mai³ pour commémorer les 30 ans de la mort d'un de leur sbire. Alors qu'ils manifestent dans leurs bastions (Rue Assas, Port Royal...), les personnes assises aux terrasses des cafés de ces quartiers, pourtant huppés, n'arrêtent pas de les insulter à mesure que les colonnes de miliciens défilent.

Une riposte antifasciste plus organisée a également été pensée. Des dizaines de syndicats, d'organisations associatives, collectives ou politiques se sont regroupées autour d'un cadre unitaire existant depuis plusieurs mois à présent. Face à cette peste brune finalement autorisée à manifester, l'organisation d'un village antifasciste a été actée.

A2C s'y est humblement associée. D'une part nous avons diffusé l'appel ou fait des collages avec les forces militantes (collectifs, syndicats...) locales dans lesquelles nous sommes impliqués, et d'autre part, nous avons tenu un stand afin d'échanger avec l'ensemble des antifascistes venus construire cette initiative. Nous faisons donc ici un retour de cette expérience enthousiasmante. Nous espérons que la nouvelle génération antifasciste qui a fait vivre ce village et celles et ceux qui ont tenu un front fort délaissé ces dernières années, partageront également leur bilan (Action Antifasciste Paris Banlieue, La Jeune Garde Paris, les syndicalistes, notamment celles et ceux animant le réseau VISA...).

Une riposte encourageante

La première victoire de cette riposte a été d'être plus nombreux et nombreuses que les nazis. Les fachos semblent avoir été proches de 600. Ce sont quelques milliers de jeunes qui sont passés dans ce village formé par toute une série de stands.

Le large panel d'organisations présentes, a rappelé la centralité de la lutte contre toute forme d'oppression : par exemple les Inverti-es pour les luttes contre la LGBTIphobie, notamment face à la transphobie distillée à longueur de temps par les fachos, ou encore le CSP 75 contre les racistes et leur théorie du « grand remplacement ».

Une attention toute particulière a également été mise sur la solidarité avec les luttes des peuples

opprimés. Urgence Palestine et de nombreux collectifs locaux en soutien à la Palestine étaient par exemple présents et invité-es dans un des débats proposés.

Cette première expérience nous semble donc être une réussite et les limites que l'on a pu observer sont pour la plupart à mettre sur le compte jeune âge du cadre unitaire qui l'a fait naître. On l'a vu, le travail d'élargissement est encore à faire progresser. Les collectifs liés aux luttes anti-racistes, comme les collectifs de sans papier, également impliqués dans la lutte antifasciste devront peut-être se rapprocher de ces initiatives et y être spontanément inclus.

Des débats à poursuivre dans l'action

Ce village a enfin permis les échanges, les discussions et les polémiques. L'une n'est pas anodine et doit être discutée tout en menant les expériences ensemble. Une partie significative des camarades investi-es dans ce cadre unitaire semblent convaincu-es par les théories défendant qu'une « fascisation » de l'ensemble de la société serait à l'œuvre. Cela amène à faire émerger des appels à se mobiliser de façon indistincte contre les milices nazies, les partis de masse d'extrême droite ou l'État. La grille d'analyse d'A2C sur la question

peut se retrouver dans les nombreux articles en accès libre sur notre site internet⁴. Pour nous, si le vote Macron, ou se reposer sur les institutions de l'Etat n'est

aucunement une solution, l'agenda de la contre-offensive antifasciste doit se concentrer sur les événements du RN et de Reconquête. Les partis de masse qui attisent et canalisent les haines de la petite bourgeoisie sont les premières forces à combattre car elles incarnent la principale réalité du danger du fascisme. Contrairement à la vision stalinienne, les fascistes opèrent bien en autonomie des instruments de domination de la bourgeoisie et ont des objectifs distincts des impératifs de la classe dominante⁵. En cela, pas un de leurs meetings ne devrait être plus nombreux que nos contre-manifestation. Et cela prend du temps à se construire. Nous devons mener le travail de sensibilisation au danger fasciste sur le terrain, au sein de nos collectifs et dans nos milieux. Les Kermesses et villages antifascistes peuvent, avec détermination, faire vivre nos facs et nos quartiers car c'est désormais à l'ensemble de notre classe qu'il va falloir s'adresser.

JALEL (PARIS 20^e) ET MANU (S^t-BRIEUC)

1 – Lire à ce propos l'article de Vanina Giudicelli

<https://www.autonomiedeclassede.org/antifascisme/existe-t-il-un-danger-fasciste-en-france/>

2 – Liens que démontre récemment l'enquête de Streetpress : <https://www.streetpress.com/sujet/1701278537-rassemblement-national-radicaleux-identitaires-monarchistes-neonazis-le-pen-bardella>

3 – En partie initié en 1994 par des membres des Jeunesses du FN comme le rappelle l'article de la Horde : <https://lahorde.info/Histoire-et-actualite-des-mobilisations-du-9-mai>

4 – Voir notamment l'article d'Erwan : <https://www.autonomiedeclassede.org/antifascisme/doi-on-parler-de-fascisation/>

5 – Analyse reprise dans l'article de Vanina Giudicelli



Manifestation place de la république à Paris, 05/05/2024

OFFENSIVE ANTI-TRANS ; IMPOSONS NOTRE FIERTÉ

Samedi 04 et dimanche 05 mai, des rassemblements ont eu lieu dans une cinquantaine de villes en France contre l'offensive anti-trans menée par la droite et l'extrême-droite depuis des mois. Cette offensive que nous abordions dans la revue #6 avec un exemple allemand¹ a eu un moment d'apogée en France fin avril 2024, avec la préparation d'un projet de loi porté par Les Républicains et le Rassemblement National. Ce projet vise à interdire de transitionner aux mineur-es trans (voire avant 25 ans). En parallèle sur les médias, la sortie d'un immonde torchon de propagande par les deux militantes anti-trans les plus visibles et écoutées. Face à ça, un mouvement s'est organisé en 10 jours, sur la base d'une initiative prise par des activistes et influenceur-euses trans (Lexie Agrest, Morgan Noam et Sasha entre autres) et deux collectifs féministes et LGBT+ de Paris, Du Pain et des Roses et les Inverti-es.

Un appel a été rédigé et publié dans Politis après avoir récolté plus de 800 signatures. Des organisations politiques généralistes ont rejoint l'impulsion au fur et à mesure, dont des partis comme la France Insoumise ou des syndicats comme Solidaires ou la CGT. Des organisations locales ont répondu à l'appel et se sont organisées en très peu de temps pour que les 04 et 05 mai, des centaines, et en cumulant, des milliers de personnes se retrouvent dans les rues de toute la France pour se battre pour les droits des personnes

trans et pour les droits reproductifs (avortement, PMA, etc).

C'est inédit dans l'histoire française. Jamais auparavant autant de personnes et d'organisations se sont réunies pour les droits LGBT, ici spécifiquement trans, en dehors de l'agenda des prides et dates spécifiques (Trans Day of Remembrance, ExisTransInter, journées de visibilité,...) qui régit le „mouvement“ LGBT depuis des années.

Cette impulsion politique forte est exceptionnelle de par ses objectifs politiques et le moment où elle intervient, mais aussi car elle est ralliée par des organisations qu'il est difficile de convaincre

pour ce genre de combats considérés comme trop minoritaires pour valoir le coup, ou secondaires face à la lutte des classes.

Nous devons en profiter, et ne pas passer à côté de la brèche que nous ouvrent ces premières mobilisations pour nous organiser.

Dans la réaction à l'offensive anti-trans généralisée, il peut parfois être plus évident de crier des slogans contre, contre ces attaques qui nous blessent profondément, contre ces mots insoutenables au quotidien, contre ce massacre organisé de notre droit à exister et notre dignité. C'est ce qu'on a vu dans plusieurs rassemblements : une majorité de pancartes contre les militantes anti-trans, tournant en ridicule les deux autrices d'extrême droite et leur livre. Et ça n'a pas manqué : le soir même de la manif strasbourgeoise, elles se sont emparées

Nous devons en profiter, et ne pas passer à côté de la brèche que nous ouvrent ces premières mobilisations pour nous organiser.

de ces menaces pour perpétuer leur position de „victimes des méchant-es trans qui refusent la réalité de la biologie et les attaquent parce qu’elles disent la vérité“, qu’elles s’emploient à construire depuis plusieurs années maintenant. Si nos stratégies de lutte renforcent nos ennemis dans leur position et leur popularité politique, c’est qu’il faut en changer.

Continuons de lutter pour nous faire entendre et ne pas leur laisser le dernier mot. Et organisons nous ensemble pour essayer de trouver de nouvelles stratégies et contrer plus efficacement nos ennemis.

C’est pour cette raison, mais aussi parce qu’une lutte réactive et défensive s’épuise beaucoup plus vite qu’une lutte pour, une lutte offensive, une lutte convaincue de la nécessité de se battre pour nos droits, pour nous, pour plus, même quand rien ne nous menace. Nos revendications doivent être claires et s’étoffer dans le mouvement, dans la discussion. Il faut convaincre les personnes venues en manif ce weekend de rejoindre des collectifs, de s’organiser, de défendre un programme de revendications communes sur le long terme, il faut pousser pour ces revendications là où elles ne sont pas évidentes et où l’appel au suicide des transphobes comme on a pu le voir sur une banderole de la manifestation rennaise est à l’ordre du jour comme revendication politique visible.

La mobilisation en France est un moment exceptionnel qui n’a pas manqué d’attirer l’attention de collectifs et de personnalités trans suisses, belges, italiennes, anglaises, appelant à faire du

lien au niveau européen. Le caractère inédit et excitant du début du mouvement ne doit pas nous empêcher de prendre le temps de construire. C’est

en faisant des erreurs, en se questionnant sur la meilleure stratégie à adopter, en tissant des liens interpersonnels et inter-organisations sur la durée, en allant

chercher des alliances partout où c’est possible que le mouvement pourra s’ancre dans la durée sans s’essouffler, grossir, décrocher les droits qu’il revendique et mettre un uppercut bien mérité aux réactionnaires et aux fascistes qui nous piétinent depuis trop longtemps.

Pour un changement de genre et de prénom à l’état civil sur simple demande à la mairie et sans passer par le tribunal,

Pour un remboursement par la sécurité sociale de toutes les procédures d’affirmation de genre dans leur intégralité,

Pour le libre choix de ces procédures sans autorisation de psychologues/psychiatres,

Pour le droit à la PMA pour toutes les personnes trans,

Pour le respect de la dignité et de l’auto-détermination de toutes les personnes trans, qu’elles soient enfants, noires, handicapées, grosses, folles, pauvres.

JU LE MOAL, RENNES

1 – Pour relire l’article “Combattons les mouvements anti-trans, combattons le fascisme” publié en mars 2023, rendez-vous sur notre site internet autonomiedeclasser.org ou procurez-vous une revue #06 auprès de camarades de vos villes ou en nous envoyant un mail!



@ Fred Sochard



Cortège de femmes en 1924 ou 1925 devant «l'usine rouge» à Douarnenez

1924-2024 : 100 ANS DE LA GRÈVE DES SARDINIÈRES DE DOUARNENEZ

De l'exploitation et du mépris, jusqu'à la grève

1924, Douarnenez, Finistère. Daniel Le Flanchec est élu maire de la ville en octobre, à la suite de Sébastien Velly, premier maire communiste de France.

Dans ce port de pêche, les hommes vont en mer pour pêcher la sardine et à leur retour, des acheteuses, représentantes de chacune des conserveries de la ville, sont postées au bout de la jetée et négocient les prix des poissons avec les patrons des chaloupes. Une fois les prix fixés, les contre-maîtresses des conserveries appellent "Merc'hed d'ar fritur", autrement dit "Les filles à l'usine". De jour comme de nuit, les femmes quittent alors leur maison pour rejoindre les usines et attendre l'arrivée des poissons pour les mettre en boîte.

Les conditions de travail sont difficiles. Les ouvrières travaillent dès 8 ans, alors que l'âge légal est de 12 ans. Elles peuvent travailler jusqu'à 18h d'affilée bien qu'une loi de 1919 limite la journée d'usine à 8h. Les usines de Douarnenez ont donc obtenu une dérogation qui permet de travailler plus longtemps à condition que le nombre d'heures par semaine ne dépasse pas 72 heures. Bien évidemment, ce taux horaire n'est pas respecté. Evidemment encore, les heures supplémentaires ne sont pas payées et le travail de nuit est payé autant que le travail de jour. Les locaux de certaines usines sont, par ailleurs, insalubres. Dans celles-ci, les salles ne sont jamais nettoyées, les carreaux cassés ne sont pas remplacés, les WC sont sales, il n'y a pas de réfectoire pour manger, les ouvrières travaillent dans les courants d'air (pour permettre l'aération des odeurs) mais cela ne suffit pas à évacuer les émanations de charbons de bois qui provoquent des maux de tête et coupent l'appétit¹.

Ce qui va déclencher la colère des ouvrières, c'est leur salaire. Elles ne sont payées que 80 centimes de l'heure (alors qu'un kilo de pâtes coûte 4 francs et le beurre quinze francs) !

La grève des sardinières de Douarnenez ne peut pas réellement être qualifiée de féministe car elle n'en portait ni la prétention ni les revendications

Le 20 novembre 1924, les sardinières de Douarnenez se donnent rendez-vous place de la Croix pour discuter : "leur richesse à eux [les patrons] se fait sur leur dos à elles, et sur celui des pêcheurs tenus à la gorge par les commises qui négocient tout au rabais, les piquesses"². La colère commence à monter. Elles veulent une augmentation et être payées un franc de l'heure. Ce jour-là, un cahier de revendications tourne devant les portes de l'usine.

Dès le lendemain, les ouvrières de l'usine Carnaud demandent à être reçues par le contremaître, Trelou, pour parler de leurs revendications. Il refuse. Dès lors, 100 ouvrières et 40 manœuvres quittent l'usine. Elles vont voir Daniel Le Flanchec, maire de la ville,

qui, furieux, se rend à l'usine Carnaud rencontrer Jean Griffon, le directeur, en personne ! Pendant ce temps, un comité d'ouvrières s'organise rapidement pour commencer à répandre

la fièvre de la grève.

Le 23 novembre, les ouvrières marchent dans la ville jusqu'au crépuscule. Embryonnaire et désorganisé, le mouvement n'est pas encore assez massif. Désormais, le mot d'ordre est de convaincre les Douarnenistes de la justesse de leur cause. De Ploaré à Pouldavid, les sardinières battent le pavé jusqu'au 25 novembre, jour où toutes les usines de la ville débrayent. Il y a dès lors 1566 ouvrières et 500 ouvriers en grève dans la ville rouge.

La grève s'organise

Ce qui fut la force de cette grève, ce qui lui donna la possibilité de la victoire, c'est son organisation ! Rapidement après le débrayage, Charles Tillon, responsable de la CGTU Bretagne (la Confédération générale du travail unitaire), arrive à Douarnenez. Puis, c'est autour de Lucie Colliard, responsable du travail des femmes à la CGTU, de poser ses valises à Douarnenez. Habitué-es des luttes et des grèves, "l'institutrice de Bogève" et l'ancien mutin

bagnard vont aider les sardinières à s'organiser, à se former et à construire leurs revendications.

Charles Tillon propose alors la mise en place d'une crèche provisoire pour garder les enfants afin que les ouvrières, responsables du foyer, puissent aller manifester ou se retrouver aux halles, afin de construire la "révolution douarnenaise".

Lucie Colliard, quant à elle, les aide à construire leurs revendications. Elle les incite à ne pas demander 1 franc de l'heure mais 1 franc 25 ! Cette exigence deviendra même le slogan de la grève "Pemp real a vo", soit "5 sous nous aurons". Elle les pousse aussi à porter d'autres revendications : le respect de la journée de 8h et la rémunération des heures de nuit et des heures supplémentaires deviennent non négociables. Lucie Colliard tente également d'apporter des vues féministes à la grève des Penn Sardins en leur parlant d'égalité salariale et en critiquant l'injonction faite aux femmes à la maternité. Ces deux revendications ne furent finalement pas portées par les sardinières

Suite à l'arrivée de ces deux allié-es, la grève s'organise. Une répartition des tâches est mise en place pour éviter que certaines ne retournent à l'usine, notamment les indécises et les plus pauvres. Dans cette organisation, il y a celles qui entretiennent la flamme de la grève en continuant de convaincre. Il y a celles qui vont chercher de quoi faire la soupe populaire - au plus fort de la grève ce sont 500 repas servis midi et soir. Et il y a celles qui cuisinent. Chaque jour, les grévistes se réunissent dans la mairie pour recevoir les cotisations syndicales puis, dans l'après-midi, c'est l'heure du cortège !

Les réseaux de solidarité gagnent du terrain pour permettre aux ouvrières de tenir. A Noël, les marins repartent en mer non pas pour les patrons mais pour nourrir la grève. Charles Tillon et Lucie Colliard font le tour des ports et des champs pour récolter des dons. Daniel Le Flanchec revient d'un meeting du Parti communiste au Pré-Saint-Gervais avec 7500 francs pour la grève. Un bal solidaire est organisé à La Bellevilloise à Paris, coopérative fondée au lendemain de la Commune, et récolte 3000 francs. Le gouvernement vote même une subvention pour que les grévistes reçoivent des vêtements !

Dans cette effervescence de la lutte, les sardinières se forment politiquement. Les idées communistes se propagent : le partage des richesses, le capital, les idées de Marx. Ainsi lorsque les patrons acceptent enfin de négocier, les déléguées syndicales sont solides sur leurs appuis. Lorsque certaines de leurs revendications sont refusées, notamment le doublement du paiement des heures de nuit, elles quittent les négociations sans se retourner. Pendant ces mois de grève, les sardinières ont appris le rapport de force : elles ne céderont pas ! Pendant ce temps, la pêche est vendue ailleurs qu'à Douarnenez et les femmes grévistes ne reprennent pas le travail. Les patrons acceptent finalement une nouvelle négociation qui aboutit à la victoire des sardinières : leur salaire est augmenté à 1 francs 25, la loi des 8h est appliquée, les heures d'attente du poisson sont payées, le travail de nuit et les heures supplémentaires sont majorées.

Grâce à cette organisation, à la formation des Penn Sardins et à leur volonté, elles gagnent la

grève et obtiennent satisfaction de toutes leurs revendications. C'est la victoire des sardinières !³

Grève sociale ou grève féministe ?

Les sardinières ont gagné. Leurs revendications sont toutes acceptées mais une question reste en suspens. Est-ce que cette grève de femmes peut être considérée comme une grève féministe ? L'omniprésence de femmes dans cette lutte peut nous faire penser que oui.

Or, en 1924, il existe une division sexuée et spatiale du travail à Douarnenez. Autrement dit, les hommes pêchent et les femmes travaillent dans les usines. La grève des sardinières est une grève de femmes car il n'y a presque que des femmes qui travaillent à l'usine. C'est donc un combat social porté par des femmes.

Par ailleurs, aucun élément que ce soit dans les tracts, les affiches, les chansons ou les articles de l'époque ne pose cette grève d'un point de vue des droits des femmes⁴. Lucie Colliard tente en arrivant à Douarnenez de porter des revendications féministes d'égalité salariale et de rejet de l'injonction à la maternité mais elles ne seront pas portées par les sardinières. A la fin de cette grève, les femmes seront mieux payées mais toujours moins que les hommes.

La grève des sardinières de Douarnenez ne peut pas réellement être qualifiée de féministe car elle n'en portait ni la prétention ni les revendications. Elle est, cependant, une grève de classe où les ouvrières instaurent un rapport de force face aux patrons qui capitalisent sur leur dos. Soyons vigilant-es à ne pas accoler des visions présentistes à des éléments du passé pour servir des intérêts actuels. C'est une grève de classe victorieuse mais les perspectives féministes sont encore à venir. Malgré tout, la grève des sardinières nous inspire car elle est le témoignage de la force de la solidarité, de la formation politique et de la prise de confiance pour gagner une lutte. C'est un exemple d'organisation de la grève au service, notamment, de femmes qui luttent. Nous ne pouvons que suivre cet exemple pour mener nos luttes actuelles et futures.

Une revendication salariale fut à l'origine de la première grève des Penn Sardin, 20 ans auparavant. En 1905, les ouvrières demandaient à être payées à l'heure et plus au mille de sardines. Être payées au nombre de sardines travaillées permettait aux patrons de gagner plus d'argent sur leur dos. Comme le disait Angelina Godinec, porte-parole de cette grève, : "Avec le travail sur pièce, nous sommes toujours volées". Suite à cette première mobilisation, les ouvrières gagnent des droits : elles sont désormais payées à l'heure, un syndicat composé exclusivement de femmes et une caisse de prévoyance et de secours sont créés.

MARIA MARTIN (RENNES)

1 – Port-musée de Douarnenez, L'espace conserverie, Douarnenez, 2024.

2 – Anne CRAIGNON, Une belle grève de femmes. Les Penn sardin, Douarnenez, 1924, Condé-en-Normandie, 2023.

3 – Claude MICHEL, "Penn Sardin", Concarneau, 2005.

4 – Aurélie FONTAINE, Entretien avec Fanny Bugnon, historienne, sur la grève des sardinières à Douarnenez [podcast]. Bretonnes et féministes, 2021, 20min01. Disponible sur : <<https://bretonnesetfeministes.lepodcast.fr/entretien-avec-fanny-bugnon-historienne-sur-la- greve-des-sardinières-a-douarnenez>> (20/05/2024)



RETOUR SUR LA LECTURE COLLECTIVE DE L'ARTICLE « RÉCIT D'UNE AGRESSION SEXUELLE... »

Dans le cadre d'une soirée publique organisée par l'antenne d'A2C Rennes, nous avons lu collectivement le texte de la revue 12 « Récit d'une agression sexuelle » puis discuter pendant 1h. Nous étions 8 personnes dont 2 personnes extérieures à A2C. Nous étions 4 femmes et 4 hommes.

En premier lieu, nous avons toutes été touché-es par ce témoignage. Il nous a paru que ce texte était très précieux car il nous permettait de mettre des mots sur des processus qui sont à l'œuvre dans le silence. Nous remercions encore une fois la camarade d'avoir partagé ce récit car il nous a permis de creuser beaucoup de choses dans nos échanges. Tout d'abord, il rend très concret ce que l'on nomme « culture du viol ». Nous avons discuté de la manière dont le patriarcat conditionne toutes nos interactions et relations, que pour les femmes ou les personnes perçues comme telles, nous étions sans cesse dans des stratégies diverses pour éviter les agressions ou à nous demander quel degré de réponses nous avions l'énergie d'apporter quand elles se produisent.

Que cela produit beaucoup de fatigue mais aussi de culpabilité, notamment car nous avons parfois peur d'exagérer ou encore que nous intériorisons le fait de passer l'éponge sur des situations de violence car celles-ci sont trop fréquentes dans

nos vies. Nous apprenons donc à faire passer notre intégrité et notre bien-être au second plan dans beaucoup de situations. Ce texte met en avant, schématiquement, qu'environ la moitié de l'humanité ne dispose pas librement de son corps et de sa tête (hypervigilance, évitement etc) et donc limite

ses interactions et ses activités sociales pour ne pas vivre de violences ou se retrouver à en vivre malgré toute l'énergie déployée pour les éviter.

En tant que révolutionnaires, nous luttons et nous préoccuons de l'émancipation de toutes. Pour faire la révolution, nous croyons qu'il est central que notre classe se sente forte et en confiance. Si la moitié de notre classe porte en permanence la charge de ses interactions et ne se sent pas en sécurité, cela doit nous préoccuper toutes et nous devons lutter et mettre un terme à tout ce qui nous abîme. Pour cela, notamment à l'échelle de nos organisations nous devons normaliser l'attention collective, se dire qu'on est pas intrusif.ves en vérifiant si une interaction entre deux personnes se passe bien, se

En tant que révolutionnaires, nous luttons et nous préoccuons de l'émancipation de toutes.



Marche des Femmes sur Versailles, 5-6 octobre 1789

défaire du mythe des bulles d'intimité qui servent avant tout les rapports de domination comme le montre le texte.

On sait qu'il est difficile parfois de dire non ou d'être confrontative avec une personne proche (collègues, camarades, amis etc) car les conséquences sont plus lourdes. Pour ne laisser personne se débattre seul-e avec tout ça, il est préférable de poser une question et vérifier que tout va bien plutôt que de laisser éventuellement quelqu'un-e vivre

une agression. Plus on arrivera à normaliser cette discussion entre nous et plus globalement à s'entraîner à une pratique du « non » qui n'entraîne pas un comportement négatif de la part de l'autre, plus nous espérons réussir à se défaire collectivement de la culture du viol, à s'attaquer à la structure. Nous voulons propager une culture du consentement enthousiaste et ce dans toutes les sphères de notre vie. Nous souhaitons des rapports humains de qualité et nous pensons que tout le monde mérite cette exigence.

Nous voulons propager une culture du consentement enthousiaste et ce dans toutes les sphères de notre vie.

Dans une société d'exploitation et de domination, nous avons toutes intériorisé que notre corps ne nous appartient pas complètement. Évidemment cela ne s'exprime pas de la même manière si on a été socialisé-e en tant que femme ou homme.. En effet les modalités de l'hétérosexualité hégémonique présentent le couple comme une construction romantique en mettant sous le tapis qu'il est un espace où les hommes vont pouvoir accéder à leurs besoins sexuels et émotionnels, avoir une femme qui s'occupe du ménage, de l'éducation des enfants, etc. Les femmes essaient tant bien que mal de s'aménager des endroits de satisfaction minimale en apprenant notamment à vivre les choses à travers les autres, leur plaisir à travers celui de leur partenaire jusqu'à ce que cela devienne la manière d'appréhender leur vie en général.

L'hétérosexualité hégémonique conduit donc à tirer constamment le niveau d'attente envers les hommes vers le bas tout en assumant la centralité de leurs désirs et de leurs besoins qui ne peuvent pas être frustrés. Il en est de même dans les interactions hors couple où les attirances qui pourraient être protéiformes sont souvent réduites à des rapports de séduction avec comme finalité (parfois inconsciente) une relation sexuelle. Pour autant,

la pauvreté relationnelle que nous impose le capitalisme et le patriarcat n'est pas une fatalité. Nous pouvons et devons travailler ensemble ces

rapports limitants pour se tirer collectivement vers le haut, faire classe en tissant des liens forts, se dire qu'on ne peut pas se réduire les un-es les autres à ces relations pourries et violentes. Nous avons besoin de respect, d'estime, de confiance, bref d'amour pour faire la révolution !

KIM ATTIMON (RENNES)



Pink Bloc contre la réforme des retraites, 06/03/2023, Paris

Des fachos avec des bâtons dans la rue c'est déjà une forme de groupe armé .

Quel intérêt et quels risques d'utiliser le concept de lutte armée dans le cadre d'une lutte ?

Définition

Des Gilets jaunes faces à des Tanks c'est une forme de la lutte armée ?

Risques en terme de répression de définir une lutte comme «armée»

Un mortier dans un commissariat c'est de la lutte armée?

Place centrale de l'armement dans le capitalisme français.

On oublie qu'il y a déjà plein d'armes en circulation en France, les flics, les chasseurs, les mafieux, et certains fafs sont dors et déjà armés.

Des armes

Pourquoi est-ce que ce n'est pas défini dans l'article?

On ne veut pas de la prestation de service et de la spécialisation, si lutte armée il y a, elle devrait être soutenue par une large partie de notre camp social.

Article Monde Diplo du mois d'avril 2024 Armes aux États Unis: il y a, de plus en plus de personnes de notre camp qui achètent des armes et apprennent à s'en servir.

Pourquoi est-ce qu'on devrait accepter le monopole du contrôle des armes par l'Etat?

Comment penser les conflits internes, notamment lorsque les gens sont armés?

C'est quoi les limites que l'on pose à notre usage de la violence ?

Auto limitation

Pose la question du contrôle collectif de la violence et la question des espaces de décision.

La stratégie de la tension à base d'attentats meurtriers a été mise en place par les groupuscules d'extrême droite à l'aide de la CIA pour couper le soutien de la population aux mouvements révolutionnaires..

C'est impossible de parler des conséquences néfastes de la lutte armée dans les années 70 en Italie. La lutte armée a sapé une multitude de luttes de base. Mais comme il y a une aura de la violence armée, on en a peu fait la critique.

Autonomie Italienne

Pourquoi est-ce que c'est jamais défini dans l'article?

Justesse

En musique, être juste ce n'est pas forcément jouer exactement les notes de la partition.
Mais c'est être à l'écoute des autres et s'adapter à l'énergie et au rythme de ce qui se joue collectivement.

On ne veut pas de la prestation de service et de la spécialisation. Si lutte armée il y a, elle devra être soutenue par une large partie de notre camp social.

L'Etat n'est pas le seul à pouvoir définir le niveau de violence. On a parfois intérêt à le limiter afin de limiter les risques de répression et d'éviter la rupture avec une partie du mouvement.

Pour Andréas Malmes dans "Comment saboter un pipeline" c'est le soutien populaire qui peut définir le niveau de violence acceptable.

Niveau de la violence

L'usage des feux d'artifice dans les affrontements avec la police est bien plus un équivalent aux flashballs qu'à des armes à feu. C'est une forme de maîtrise, de limitation de la violence.

Que ce soit lors des révoltes dans les quartiers populaires ou dans les conflits type Zad, la connaissance du terrain est un des aspects importants dans la confrontation avec les flics.

Les mots de « lutte armée » n'ont jamais été employés

Zad de Notre-Dame des Landes

Les manifestant-es, face à des flics sur-armés n'avaient pas vraiment d'armes à part leur inventivité.

Tout ne se joue pas sur un plan purement militaire, et on peut parfois gagner un conflit sans n'avoir jamais réellement gagné de bataille.

Il y a quand même eu quelques cocktails molotovs, des fusées de détresses, et des frondes...

ARMELL (RENNES)

Une tentative de rendu de la discussion qui s'est tenu à Rennes autour de l'article sur la lutte armée de Mathieu, publié dans les cahier N°12.

DISCUSSIONS AUTOUR DE LA LUTTE ARMÉE



Des insurgés de Varsovie (Pologne) en 1943

COURRIER DE NOS CAMARADES

Depuis le 07 octobre, A2C, assumant un retard en matière d'élaboration collective quant à la question palestinienne, met en avant des arguments sans concession avec l'enclave coloniale israélienne. Dans les cahiers précédents, nous proposons trois analyses marxistes en rupture avec la vision dominante de la situation¹.

Suite à l'arpentage organisé par A2C Ile-de-France et relatif à l'article « Pourquoi la classe ouvrière israélienne n'a pas intérêt à la fin de l'apartheid », Vanina Giudicelli, (voir le retour ci-avant), un camarade nous a écrit une réponse précieuse.. C'est là le sens de la revue : mettre en débat tout ce qui questionne, laisse dans l'incompréhension et donner la parole à celles et ceux qui souhaitent émettre un désaccord.

Merci (A2C Paris) pour le stimulant arpentage de vendredi dernier sur « Pourquoi la classe ouvrière israélienne n'a pas intérêt à la fin de l'apartheid ». Deux-trois Trepverter là-dessus. (Du yiddish Trep = marche (d'un escalier), Verter = mots. En gros : ce que tu as à dire après le déclenchement de l'esprit d'escalier.)

Israël n'est pas la seule puissance au monde à mettre en œuvre une colonisation de peuplement.

A propos de la thèse de Machover/Orr et Thier - qui semble être une tentative de sauver la mise marxiste - selon laquelle la fascisation de la classe ouvrière israélienne serait une

situation unique au monde. Selon eux, tu ne peux trouver, nulle part sur la planète, aucun autre prolétariat ou, nuance, aucune autre couche de prolétariat, qui se comporte de cette façon, et qui aurait raison de le faire. En effet, le cœur de leur thèse est que les fachos israéliens de la classe ouvrière sont parfaitement lucides, ils voient parfaitement où se trouvent leurs intérêts, et ils agissent en conséquence : Ils ne sont pas dupes.

Israël n'est pas la seule puissance au monde à mettre en œuvre une colonisation de peuplement.

En supposant que les auteurs ont raison sur le cas israélien, je me dis qu'une analogie pourrait peut-être exister avec une certaine composante de la classe ouvrière américaine, notamment la fraction la plus réactionnaire du prolétariat blanc. Les Etats-Unis étant eux aussi une ancienne colonie de peuplement, la chose ne m'étonnerait pas. J'ai souvent l'impression que des fachos américains pauvres -- tout comme les fachos américains petits-bourgeois -- ont tout intérêt à s'identifier avec le pouvoir qui les opprime. Ils vont tellement bien ensemble.

Si l'analogie Israël/USA tient, la différence, ou une différence, serait sans doute la suivante : Alors qu'en Israël le

prolétariat est facho parce que bénéficiaire de façon massive du statu quo, aux Etats-Unis, il suffit que le statu quo permette au prolétaire blanc de bénéficier plus que son voisin pour qu'il se rallie au suprémacisme blanc. Ce ne serait donc pas le fait d'être une sorte de prolétariat aisé -- le cas israélien - qui serait déterminant pour expliquer la politisation à l'extrême droite du prolétaire blanc raciste, mais la hantise, plus ou moins constante,

de tomber dans la couche du prolétariat inférieure à celle dans laquelle il se trouve actuellement. Autrement dit, la peur "de vivre comme les noirs."

Si Israël est un cas à part parmi les pays colonisateurs - et il l'est - ce n'est pas parce qu'il n'aurait rien à voir avec d'autres cas (Thier ne dit pas cela d'ailleurs) mais parce qu'il est une sorte de condensé ou de caricature poussé à l'extrême de ceux-ci. Si la situation du white trash américain est une forme atténuée de celle du sioniste il serait donc logique, et non contradictoire que le facho yankee perçoive son intérêt matériel en termes relatifs plutôt qu'absolus.

Les conditions du sionisme de 1948. Et celui d'aujourd'hui

Tout à fait d'accord avec la remarque de Sana (A2C Paris 18ème) dans laquelle elle différencie les petits blancs des colonies (qu'elle ne dédouane pas du tout !) du sioniste actuel qui fait "son" alya. Seulement, je pense que le tableau se brouille si on compare le petit blanc de l'avant-Françafrique avec certaines composantes de l'immigration juive en Palestine en fonction de l'époque. En effet, je crois que, avant aussi bien qu'après la Shoah, beaucoup de réfugié-e-s juif-ve-s sont allé-es en Palestine non pour trouver la terre promise, leur dû, mais simplement en dernier ressort.

Je précise tout de suite que, pour moi, ceci ne change absolument rien à l'essentiel, c'est-à-dire ce qu'ils ont fait après avoir débarqué. Mais, je pense que ce qui a déterminé le choix, fatal, de cette destination pour un certain nombre de juif-ve-s était, non pas le sionisme en tant que tel pour lequel ils n'étaient peut-être pas très chaud-e-s, mais le manque d'alternatives viables, à cause, entre autres, des lois antisémites comme l'US Immigration Act of 1924. Et, il est toujours accablant de voir avec quelle rapidité, et avec quelle facilité, les victimes se transforment en bourreaux.

Je profite de l'occasion pour rebondir sur les remarques de Jad dans les Cahiers 10 sur le 7 octobre (c'est la transformation de victimes en bourreaux qui m'y a fait penser).

Je suis entièrement d'accord avec les paragraphes qu'il consacre aux dilemmes moraux. Seulement voilà, je ne pense pas qu'ils épuisent la question. Ils débroussaillent bien le terrain («il n'existe pas de morale au-dessus de la politique [...]» "La guerre [...] et ses calamités sont imposées par l'opresseur») mais laissent ouvertes les questions plus, ou les plus, épineuses -- c'était peut-être leur but d'ailleurs («C'est seulement dans ce contexte historique qu'on peut [...] espérer y porter un jugement moral»).

Je me demande si, une fois éliminée toute dépolitisation, l'on n'a plus la possibilité de condamner -- disons plutôt : de voter contre... -- des atrocités commises avec telle ou telle visée politique, dans tel ou tel contexte d'oppression ? Je veux dire

: voter contre pour des raisons qui ne sont pas uniquement d'ordre politique (ou tactique ou stratégique) ?

Que devient au juste cette catégorie de «moralité» après qu'on a pigé (début des années 1840) qu'elle n'existe pas indépendamment des conditions matérielles (et autres) dont elle est une projection ? Est-ce qu'on a vraiment besoin d'une moralité à l'ancienne -- celle qui surplombe la politique de

très haut -- pour pouvoir émettre un jugement -- moral -- sur le 7 octobre ?

Et si je disais (pour ma part) que, oui, le 7 octobre procédait des revendications légitimes -- plus que légitimes -- mais que cela ne le justifie pas. Autrement dit : cette tuerie aveugle,

parfaitement explicable dans le contexte, a été une très très mauvaise idée sur le plan moral.

Sur quel plan moral ? Celui des valeurs au nom desquelles la lutte armée elle-même se fait... Ce n'est pas comme si ces valeurs n'entrent plus dans l'affaire une fois que leur ancrage dans une histoire matérielle est pleinement reconnu. Au contraire ! (Est-ce que ça revient à faire porter aux opprimés une charge (de responsabilité morale) plus lourde que celle que porte les bourgeois ? Ce serait dégueulasse en effet.)

Imaginons qu'un habitant du ghetto de Varsovie parvient, par miracle à s'échapper du ghetto de Varsovie, et qu'il se mette ensuite à tirer sur tout ce qui bouge. On comprendrait parfaitement son geste, d'autant plus que son voisinage immédiat compterait bon nombre d'antisémites de tous âges qui vivraient tranquilles à deux pas de là où il crevait du Typhus. Mais, tout de même, ça n'aurait pas fait de mal de se limiter aux SS, il me semble.

Bref. Une exigence morale résistante serait de ne pas sombrer, par soif de vengeance ou je ne sais quel calcul, dans un mimétisme, forcément mortifère, avec l'opresseur. Ce serait ça l'obligation morale, la règle d'or : le mal absolu

ce n'est pas de tuer, c'est de s'abaisser au niveau du facho qu'on a en face. L'impératif catégorique c'est d'éviter à tout prix, non pas la violence, mais ce style de terrorisme totalement aveugle qu'affectent l'Etat d'Israël et ses soutiens.

A+

ARTHUR (PARIS 18^e)

1 - Les cahiers A2C n°10, « Une Histoire abrégée du conflit israélo-palestinien », Jad Bouharoun, A2C Paris 18ème

2 - Les cahiers A2C n°11 « Le sionisme : un projet raciste et colonial qui doit être combattu au nom de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme » Dani et Hugo, A2C Toulouse

3 - Les cahiers A2C n°12 « Pourquoi la classe ouvrière israélienne n'a pas intérêt à la fin de l'apartheid » Vanina Giudicelli, A2C Paris 20ème

CLASSE OUVRIÈRE ISRAËLIENNE, APARTHEID ET LECTURE COLLECTIVE



Manifestation du 1er Mai 1947 à Tel-Aviv

Durant le mois d'avril, les antennes locales d'A2C Marseille, Toulouse et Paris choisissent d'arpenter l'article de Vanina Giudicelli « Pourquoi la classe ouvrière israélienne n'a pas intérêt à la fin de l'apartheid »¹. On pourrait penser qu'il est autocentré de publier un article retraçant des lectures collectives d'arguments publiés dans le numéro précédent. C'est en réalité l'objectif inverse qui est recherché.

La société capitaliste ne peut se reproduire sans une forte division du travail. Ainsi, l'école républicaine dissocie l'élève en apprentissage de l'étudiant en école d'ingénieur, l'usine sépare les tâches de l'ouvrier spécialisé de celles du contremaître, l'hôpital fragmente les outils du diagnosticien et ceux de l'aide-soignante, etc. En tant qu'activistes révolutionnaires, nous ne pouvons pas nous résoudre à ce que la théorie ne soit réservée qu'à une minorité de militant-es.

Aussi, nous avons fait le choix de développer des arpentages lors desquels nous lisons collectivement et en petits groupes un des articles publiés dans notre revue. Pour Paris, Il s'engage alors un débat dans des groupes de 3-4 camarades, puis des échanges en plénière avec les 18 personnes

présentes. Près de la moitié ne cotisent pas à A2C et pour beaucoup sont impliquées dans les collectifs d'Urgence Palestine 18ème, 20ème ou dans le Collectif Montreuil Palestine.

Rendre compte ici de ce travail d'élaboration répond à trois objectifs : convaincre de la nécessité des idées de toutes et tous pour former une intelligence collective, favoriser autant que possible des retours auprès de celles et ceux qui nous lisent et enfin que Les Cahiers pour l'Autonomie de Classe puissent devenir un outil de débat avec les activistes avec lesquels nous luttons.

L'apartheid et les colonies de peuplement, une spécificité israélienne ?

L'article relatif à la classe ouvrière israélienne défend cette idée qu'au sein d'une colonie de peuplement comme l'État d'Israël, l'unité de

classe entre les populations colonisées, les Palestinien.nes, et occupantes, les israélien.nes, est illusoire. En raison même de leurs conditions de développement et d'existence, les travailleu.se.rs israélien.nes en viennent à se comporter comme des colons.

Peut-on dresser un parallèle entre le processus ayant abouti à la création et au développement de la nation israélienne, et sur l'Histoire de la formation des Etats-Unis d'Amérique, qui s'est grandement appuyée sur le colonialisme de populations venues d'Europe ou sur un génocide de près de 60 millions d'indigènes ?

Cette idée reprise aux militants marxistes Israéliens Moshe Machover et Akiva Orr a fait débat lors de nos échanges collectifs. Si chacune des trois discussions est en soit un contexte propre, un certain nombre de questionnements sont revenus systématiquement lors de ces trois arpentages. En quoi l'occupation de la Palestine diffère-t-elle des formes de colonisation qu'a imposées la France aux populations autochtones ? Peut-on dresser un parallèle entre le processus ayant abouti à la création et au développement de la nation israélienne, et l'histoire de la formation des Etats-Unis d'Amérique, qui s'est grandement appuyée sur le colonialisme de populations venues d'Europe ou sur un génocide de près de 60 millions d'indigènes ?

L'exploitation des pays du Sud profite-t-elle aux classes ouvrières du nord ?

Cela amène à une deuxième question : lorsque l'on est exploité-e aux USA ou en Europe, tire-t-on profit de l'exploitation des personnes subissant le racisme dans ces pays ? En dehors des frontières nationales, tire-t-on profit de l'exploitation des populations et des ressources soumises aux impérialismes de nos Etats et des multinationales ?

À partir de cette hypothèse comment comprendre que certaines luttes ou révolutions nationales aient été largement soutenues par les classes populaires de pays colonialistes (Algérie, Vietnam, Irak...) ?

C'est en repartant des théories de Marx que nous avons de nouveau abordé cette question des rapports impérialistes et de l'unité des prolétaires de tous les pays lors de notre dernier week-end de formations et de débats.

De ces questionnements découlent une multitude d'arguments, de contre-arguments, d'incompréhensions, de demandes de clarification... C'est d'abord cela qu'a permis cet article et ces arpentages dont nous rendons compte. Ils ont forgé un chaînon nous conduisant à celui d'après avec un seul objectif : forger une intelligence collective avec l'ensemble des militant-es d'A2C, ou pas, qui construisent la riposte au génocide en cours et tiennent des positions sans concession dans l'ensemble des fronts sur lesquels nous luttons.

Alors n'hésitez plus, lecteurs et lectrices de toutes les contrées, contribuez !

GAËL BRAIBANT (MONTREUIL)

1 – Les cahiers de l'autonomie de classe #13, mars-avril 2023



Tag à l'université de Lyon en 1968

L'ÉCRITURE INCLUSIVE DANS *LES CAHIERS D'A2C* : POURQUOI ? COMMENT ?

La revue *les Cahiers d'Autonomie de classe* est éditée par un groupe de militant-es révolutionnaires, A2C – Pour l'Autonomie de classe (voir le « Qui sommes-nous ? » en dernière page). Elle se veut le reflet de nos réflexions, de nos débats et de nos interventions. En tant que révolutionnaire, donc féministe, nous savons que la façon d'écrire est éminemment politique. L'écriture officielle, dominante, porte en elle les marques de la société patriarcale dont elle est le reflet. C'est pourquoi nous

utilisons une forme d'écriture inventée dans les mouvements féministes et largement diffusée dans nos milieux militants, et donc parmi notre lectorat, l'écriture dite inclusive.

Elle permet de remettre en cause les principes masculinistes de l'écriture dominante tout en étant facilement appréhendables par ceux à qui nous nous adressons, sans par ailleurs compliquer le travail de maquettage, indispensable à la production de toute publication. La forme que nous utilisons le plus souvent (le point médian) est celle qui nous

apparaît, jusqu'à maintenant, comme la plus juste et la plus lisible.

Pour autant, cela n'épuise pas tous les débats. Des camarades écrivent en utilisant d'autres formes, en particulier l'utilisation de « X » pour inclure l'existence de la non binarité dans l'écriture. C'est un débat que nous souhaitons approfondir, tant dans nos rencontres et réunions que dans *les Cahiers d'Autonomie de classe*. Ainsi ces camarades pourront exprimer leur point de vue dans des textes ou dans des encadrés comme celui-ci.



AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie

importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu·es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

13

JUIN 2024

FACE À LEUR MONDE DE MERDE, LA JEUNESSE NOUS MONTRE LE CHEMIN DE LA LUTTE!

SANA (PARIS 18^e), PAGES 3-4

LAISSEZ PARLER LES JEUNES !

MATHIEU (PARIS 20^e), FOUSSEINI, PAGES 5-7

MOBILISATIONS DANS L'ÉDUCATION

NICOLAS (PARIS 20^e), SOLEN FEBE (RENNES), PAGES 7-10

RETOURS D'EXPÉRIENCE DE RIPOSTES ANTIFASCISTES LOCALES

JALEL (PARIS 20^e), MANU(ST BRIEUC), PAGES 11-13

OFFENSIVE ANTI-TRANS : IMPOSONS NOTRE FIERTÉ

JU LE MOAL (RENNES), PAGES 14-15

1924-2024 : 100 ANS DE LA GRÈVE DES SARDINIÈRES DE DOUARNENEZ

MARIA MARTIN (RENNES), PAGES 16-17

RETOUR SUR LA LECTURE COLLECTIVE DE L'ARTICLE « RÉCIT D'UNE AGRESSION SEXUELLE... »

KIM ATTIMON (RENNES), PAGES 18-19

DISCUSSIONS AUTOUR DE LA LUTTE ARMÉE

ARMELL (RENNES), PAGES 20-21

COURRIER DE NOS CAMARADES

ARTHUR (PARIS 18^e), PAGES 22-23

CLASSE OUVRIÈRE ISRAËLIENNE, APARTHEID ET LECTURE COLLECTIVE

GAËL BRAIBANT (MONTREUIL), PAGES 24-25

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C, PAGE 26

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX CONSEILLÉ 2 EUROS  A2C@RISEUP.NET  A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE  A2C.AUTONOMIEDECLASSE